

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 101.

3 DECEMBRE 1992. — Ordonnance relative à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 107 *quater* de la Constitution.

Art. 2. Il est créé une société régionale du port de Bruxelles, dénommée ci-après « la Société ».

La Société est une personne morale de droit public, dont les statuts sont conformes à la présente ordonnance et, pour le surplus, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé, aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales, et en particulier aux dispositions relatives aux sociétés anonymes.

Cette Société est dotée de la personnalité juridique, et est chargée de la gestion, de l'exploitation et du développement du canal, du port, de l'avant-port, des installations portuaires, et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale.

La Société est classée dans la catégorie B des organismes prévue par l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

La mention de sa dénomination est ajoutée, à sa place, dans l'ordre alphabétique, à la liste des organismes énumérés au dit article 1^{er}, alinéa 1^{er}, B, de cette loi.

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, dénommé ci-après « l'Exécutif », adopte les statuts de la Société.

Toute modification des statuts doit être décidée par l'assemblée générale, statuant à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés, et être approuvée par l'Exécutif.

Art. 3. Lors de la constitution de la Société, la Région de Bruxelles-Capitale, la province de Brabant et les autres actionnaires de la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles qui relèvent de la Région de Bruxelles-Capitale sont actionnaires de droit et participent à la première assemblée générale.

La réunion de la première assemblée générale se fait à l'initiative de l'Exécutif.

L'Exécutif est autorisé, lors de la première assemblée générale, à admettre un ou plusieurs associés dont les apports, soit seul, soit concurremment ne pourront excéder quatre pourcents du capital social transféré.

Le montant du capital social est inscrit dans les statuts au plus tard un an après la constitution de la Société, selon la procédure de modification des statuts.

Le capital social pourra être ultérieurement augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale statuant à la majorité requise pour toute modification statutaire. Dans ce cas, tout nouvel associé devra être une personne morale de droit public.

Art. 4. L'Exécutif arrête le cahier des charges auquel est soumise la Société. Le cahier des charges détermine les obligations de service public de la Société.

(1) *Session ordinaire 1991-1992 :*

Documents du Conseil. — A — 192/1. — Projet d'ordonnance.

Session ordinaire 1992-1993 :

Documents du Conseil. — A — 192/2. Rapport. A — 192/3. — Amendements après rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 13 novembre 1992.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 101

3 DECEMBER 1992. — Ordonnantie betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven, en de aanhorigheden ervan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107 *quater* van de Grondwet.

Art. 2. Er wordt een gewestelijke vennootschap van de haven van Brussel opgericht, hierna te noemen « de Vennootschap ».

De Vennootschap is een publiekrechtelijke rechtspersoon waarvan de statuten in overeenstemming zijn met deze ordonnantie en voor het overige, voor zover er niet van wordt afgeweken, met de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en in het bijzonder met de bepalingen betreffende de naamloze vennootschappen.

Deze Vennootschap bezit rechtspersoonlijkheid en is belast met het beheer, de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven, de haveninrichtingen en de aanhorigheden ervan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Vennootschap wordt ingedeeld bij categorie B van de instellingen zoals die is opgenomen in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De benaming ervan wordt op haar plaats in alfabetische volgorde toegevoegd aan de lijst van instellingen die in dat artikel 1, eerste lid, B, van die wet worden genoemd.

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, hierna genoemd « de Executieve », neemt de statuten van de Vennootschap aan.

Voor elke wijziging van de statuten is een beslissing nodig van de algemene vergadering, die uitspraak doet met een tweederde meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden, en een goedkeuring door de Executieve.

Art. 3. Bij de oprichting van de Vennootschap zijn het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de provincie Brabant en de andere aandeelhouders van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel, die ressorteren onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van rechtswege aandeelhouder, en zij nemen deel aan de eerste algemene vergadering.

De eerste algemene vergadering wordt bijeengeroepen op initiatief van de Executieve.

De Executieve is gemachtigd tijdens de eerste algemene vergadering één of meer vennoten toe te laten van wie de inbreng, apart of gezamenlijk, niet meer dan vier percent van het overgedragen vennootschapskapitaal mag bedragen.

Het bedrag van het vennootschapskapitaal wordt uiterlijk een jaar na de oprichting van de Vennootschap in de statuten opgenomen, volgens de procedure voor de wijziging van de statuten.

Het vennootschapskapitaal zal later in één of meer keren kunnen worden verhoogd of verminderd, bij een beslissing van de algemene vergadering, bij meerderheid van stemmen zoals vereist voor iedere statutaire wijziging. In dat geval moet elke nieuwe vennoot een publiekrechtelijke rechtspersoon zijn.

Art. 4. De Executieve stelt het bestek vast waaraan de Vennootschap gebonden is. Het bestek bepaalt de verplichtingen van de Vennootschap op het vlak van de openbare dienstverlening.

(1) *Gewone zitting 1991-1992 :*

Dokumenten van de Raad. — A — 192/1. — Ontwerp van ordonnantie.

Gewone zitting 1992-1993 :

Dokumenten van de Raad. — A — 192/2. Verslag. A — 192/3. — Amendementen na verslag.

Volledig verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 november 1992.

Art. 5. L'Exécutif et la Société concluent un contrat de gestion réglant à tout le moins les questions suivantes :

1° Les objectifs assignés aux parties; ces objectifs doivent traduire la politique poursuivie en commun par la Société et l'Exécutif, sur base du cahier des charges tant pour ce qui concerne l'exploitation et le développement du canal, du port, de l'avant-port, des installations portuaires et de leurs dépendances, en ce compris les décisions relatives à la location et l'acquisition des biens mobiliers et immobiliers, qu'en ce qui concerne les méthodes de gestion de la Société, en ce compris les rapports avec les utilisateurs de la voie d'eau et des installations portuaires et la politique commerciale de la Société.

Les biens immeubles de la Société sont insaisissables et imprescriptibles; ils ne peuvent être aliénés qu'avec l'accord de l'Exécutif et sur proposition du conseil d'administration de la Société;

2° Le plan de investissements nécessaires pour la réalisation de ces objectifs;

3° Les sanctions en cas de non respect par une partie de ses engagements;

4° Le régime financier de l'exploitation, et en particulier :

a) les principes de détermination des tarifs;

b) la fixation, le calcul et les modalités de paiement des dotations éventuelles à charge du budget général des dépenses de la Région;

c) les charges, intérêts et amortissements que la Région accepte de destiner à la couverture d'investissements, sous forme de dotations;

5° Les cas échéant, le calendrier de réalisation des objectifs visés au 1° ci-dessus;

6° Les conditions de révision du contrat.

Les organisations représentatives des travailleurs représentées au sein de la Société sont associées à la négociation du contrat de gestion.

Le contrat est, dès sa conclusion, communiqué pour information au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 6. Les organes de la Société sont :

- 1° l'assemblée générale;
- 2° le conseil d'administration;
- 3° le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint;
- 4° le collège des commissaires aux comptes.

Art. 7. L'assemblée générale est composée des propriétaires de parts sociales dans le capital de la Société, chaque part sociale donnant droit à une voix.

Les statuts déterminent le fonctionnement et les pouvoirs de l'assemblée générale.

Art. 8. Le conseil d'administration est composé de dix-huit membres.

Deux tiers de ses membres doivent être de la même expression linguistique que celle des membres du groupe linguistique le plus nombreux au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, le tiers restant devant être de la même expression linguistique que celle des membres du groupe linguistique le moins nombreux au dit Conseil.

Les administrateurs sont nommés et révoqués par l'Exécutif, exclusivement sur proposition de l'assemblée générale. Les émoluments des administrateurs sont fixés par l'assemblée générale et sont à charge de la Société.

Le président et le vice-président sont nommés par l'Exécutif parmi les membres du conseil d'administration. L'un est d'expression française, l'autre est d'expression néerlandaise.

Les émoluments du président et du vice-président sont fixés par l'assemblée générale et sont à charge de la Société.

Les statuts déterminent le fonctionnement et les pouvoirs du conseil d'administration.

Art. 9. L'Exécutif nomme et révoque le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint; il fixe leur statut.

Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint assurent la gestion journalière de la Société. Ils en informent le président et le vice-président du conseil d'administration.

Leurs pouvoirs sont précisés par les statuts. Ils appartiennent à un rôle linguistique différent. Le président du conseil d'administration et le fonctionnaire dirigeant doivent être d'expression linguistique différente.

Art. 10. Le collège des commissaires aux comptes est composé de trois membres nommés, chaque année, par l'assemblée générale, de la manière suivante :

1° un commissaire aux comptes est choisi parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'entreprise;

Art. 5. De Executieve en de Vennootschap sluiten een beheerscontract, dat op zijn minst de volgende aangelegenheden regelt :

1° De doelstellingen opgelegd aan de partijen; deze doelstellingen moeten het gezamenlijke beleid van de Vennootschap en de Executieve weergeven op basis van het bestek, zowel inzake de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven, de haveninrichtingen en de aanhorigheden ervan, met inbegrip van de beslissingen betreffende de huur en de verwerving van de roerende en onroerende goederen, als inzake de beheersmethoden van de vennootschap, met inbegrip van de relaties die ze met de gebruikers van de waterweg en de haveninrichtingen onderhoudt en het handelsbeleid van de vennootschap.

De onroerende goederen van de Vennootschap zijn niet vatbaar voor beslag en overjaarbaar; ze kunnen slechts worden vervreemd met instemming van de Executieve en op de voordracht van de raad van bestuur van de Vennootschap.

2° Het plan van de investeringen die noodzakelijk zijn om deze doelstellingen te bereiken;

3° De sancties wanneer een partij haar verbintenissen niet nakomt;

4° De financiële regeling van de exploitatie en in het bijzonder :

a) de beginselen voor het vaststellen van de tarieven;

b) de bepaling, de berekening en de uitbetalingsregels van de eventuele dotaties die ten laste vallen van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest;

c) de lasten, intresten en afschrijvingen die het Gewest bereid is te besteden aan de dekking van investeringen, in de vorm van dotaties;

5° Eventueel, het tijdschema voor de verwezenlijking van de in 1° hierboven bedoelde doelstellingen;

6° De voorwaarden voor de herziening van het contract.

De representatieve werknemersorganisaties, die vertegenwoordigd zijn in de Vennootschap, zijn betrokken bij de onderhandelingen over het beheerscontract.

Zodra het contract gesloten is, wordt het ter kennisgeving medegedeeld aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

Art. 6. De organen van de Vennootschap zijn :

- 1° de algemene vergadering;
- 2° de raad van bestuur;
- 3° de leidende ambtenaar en de adjunct-leidende ambtenaar;
- 4° het college van de financiële commissarissen.

Art. 7. De algemene vergadering bestaat uit de aandeelhouders van het kapitaal van de Vennootschap. Elk aandeel geeft recht op één stem.

De statuten bepalen de werkwijze en de bevoegdheden van de algemene vergadering.

Art. 8. De raad van bestuur bestaat uit achttien leden.

De taal van tweederde van de leden van de raad van bestuur moet dezelfde zijn als die van de leden van de grootste taalgroep in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de taal van het overige derde moet dezelfde zijn als die van de leden van de kleinste taalgroep in die Raad.

De Executieve benoemt en ontslaat de bestuurders, uitsluitend op de voordracht van de algemene vergadering. De bezoldiging van de bestuurders wordt bepaald door de algemene vergadering en valt ten laste van de Vennootschap.

De Executieve benoemt de voorzitter en de ondervoorzitter onder de leden van de raad van bestuur. De ene is franstalig, de andere nederlandsstalig.

De bezoldiging van de voorzitter en de ondervoorzitter wordt bepaald door de algemene vergadering en valt ten laste van de Vennootschap.

De statuten bepalen de werkwijze en de bevoegdheden van de raad van bestuur.

Art. 9. De Executieve benoemt en ontslaat de leidende ambtenaar en de adjunct-leidende ambtenaar; zij bepaalt hun statuut.

De leidende ambtenaar en de adjunct-leidende ambtenaar voeren het dagelijks beheer van de Vennootschap. Zij lichten de voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van bestuur hierover in.

Hun bevoegdheden zijn bepaald in de statuten. Zij behoren elk tot een verschillende taalrol. De taal van de voorzitter van de raad van bestuur en die van de leidende ambtenaar moeten verschillend zijn.

Art. 10. Het college van financiële commissarissen bestaat uit drie leden, die jaarlijks als volgt door de algemene vergadering worden benoemd :

1° één financieel commissaris wordt gekozen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;

2° un commissaire aux comptes est choisi parmi les fonctionnaires de l'administration qui, au sein du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, est chargée de la tutelle sur la Société;

3° un commissaire aux comptes est choisi parmi les membres du corps de l'Inspection des Finances, accrédité auprès de l'Exécutif.

Les émoluments des commissaires aux comptes sont fixés par l'assemblée générale. Toutefois, les émoluments du réviseur d'entreprise sont déterminés en concertation avec le Conseil de l'Institut des réviseurs d'entreprise.

Art. 11. Les fonctions d'administrateur, de fonctionnaire dirigeant et de fonctionnaire dirigeant adjoint de la Société sont incompatibles avec la qualité de membre du Gouvernement, d'un Exécutif communautaire ou régional, de Secrétaire d'Etat régional, de député permanent, ainsi que d'administrateur et/ou de dirigeant de toute entreprise dont l'activité est liée directement ou indirectement à l'activité portuaire.

Art. 12. L'Exécutif contrôle la Société. Ce contrôle est exercé à l'intervention de deux commissaires, nommés et révoqués par l'Exécutif, conformément à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Les commissaires de l'Exécutif doivent être d'expression linguistique différente.

Art. 13. Chaque année, l'Exécutif dépose sur le bureau du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale le rapport sur l'activité de la Société durant l'année écoulée. Il est accompagné des comptes annuels de l'exercice.

Art. 14. La Société peut, moyennant l'autorisation préalable de l'Exécutif et aux conditions fixées par celui-ci, participer à la constitution, au capital ou à la gestion d'organismes, de sociétés ou d'associations, pour autant qu'ils soient publics, et dont l'objet se rattache directement à celui de la Société.

Art. 15. Avec l'autorisation de l'Exécutif et conformément à la législation applicable en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, la Société peut exproprier les biens immobilières nécessaires à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port, des installations portuaires et de leurs dépendances.

Art. 16. L'Exécutif peut autoriser la Société à contracter des emprunts. En ce cas, la Société tient l'Exécutif informé de la conclusion ou de l'émission, ainsi que de l'exécution des clauses de ses emprunts.

L'Exécutif est autorisé à garantir envers les tiers, aux conditions qu'il détermine, le remboursement en principal, intérêts et frais, des emprunts contractés par la Société.

Les engagements garantis par l'Exécutif ne peuvent dépasser les sommes fixées par l'ordonnance contenant le budget des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 17. L'Exécutif est habilité à transférer à la Société le personnel de la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles qui est transféré à la Région de Bruxelles-Capitale en application de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 31 mars 1991, et de l'arrêté royal du 26 novembre 1990 déterminant les modalités de transfert des membres du personnel de la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale.

Les agents de l'administration des voies hydrauliques et des canaux houillers qui ont été transférés à l'Exécutif par l'arrêté royal du 2 février 1990 et qui sont mis à disposition de la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles à la date du 30 juin 1992 sont transférés d'office à la Société, sans préjudice de l'application de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune.

Ces agents gardent toutefois, jusqu'au 30 juin 1994 et à moins qu'ils ne bénéficient d'une promotion dans le cadre organique de la Société, le droit d'être candidats et nommés à des emplois au sein des cadres du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

2° één financieel commissaris wordt gekozen onder de ambtenaren van het bestuur dat in het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast is met het toezicht op de Vennootschap;

3° één financieel commissaris wordt gekozen onder de leden van het korps van de Inspectie van Financiën, geaccrediteerd bij de Executieve.

De bezoldiging van de financiële commissarissen wordt bepaald door de algemene vergadering. De bezoldiging van de bedrijfsrevisor wordt evenwel bepaald in overleg met de Raad van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

Art. 11. De ambten van bestuurders, van leidend ambtenaar en van adjunct-leidend ambtenaar van de Vennootschap zijn onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van de Regering, van een Gemeenschaps- of Gewestexecutieve, van gewestelijk Staatssecretaris, van bestendig gedeputeerde, alsmede van bestuurder en/of leider van elke onderneming waarvan de activiteit rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met de havenactiviteit.

Art. 12. De Executieve houdt toezicht op de Vennootschap. Dit toezicht wordt uitgeoefend door toedoen van twee commissarissen, benoemd en ontslagen door de Executieve, overeenkomstig de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De taal van de commissarissen van de Executieve moet verschillend zijn.

Art. 13. Elk jaar legt de Executieve bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het verslag ter tafel over de activiteiten van de Vennootschap in de loop van het voorbije jaar. Bij dit verslag worden de rekeningen van het afgelopen boekjaar gevoegd.

Art. 14. De Vennootschap kan met voorafgaande toestemming van de Executieve en onder de door haar te stellen voorwaarden, deelnemen aan een inrichting, in het kapitaal of aan het beheer van instellingen, vennootschappen of verenigingen in zoverre ze van openbare aard zijn en hun doel rechtstreeks verband houdt met het doel van de Vennootschap.

Art. 15. Met de toestemming van de Executieve en overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is inzake onteigening ten algemene nutte, kan de Vennootschap onroerende goederen onteigenen die nodig zijn voor de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, van de haven, van de voorhaven, van de haveninrichtingen en van de aanhorigheden ervan.

Art. 16. De Executieve kan de Vennootschap ertoe machtigen leningen aan te gaan. In dit geval houdt de Vennootschap de Executieve op de hoogte van het sluiten of van de uitgifte, alsmede van de uitvoering van de bepalingen van haar leningen.

De Executieve wordt ertoe gemachtigd de terugbetaling van de hoofdsom, rente en kosten, van de door de Vennootschap aangegane leningen ten opzichte van derden te waarborgen, onder de door haar vast te stellen voorwaarden.

De verbintenissen gewaarborgd door de Executieve mogen niet groter zijn dan de bedragen bepaald in de ordonnantie houdende de uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 17. De Executieve is ertoe gemachtigd aan de Vennootschap het personeel van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel over te dragen dat naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is overgegaan in toepassing van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, en van het koninklijk besluit van 26 november 1990 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel aan het Vlaamse Gewest en aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden overgedragen.

De personeelsleden van het bestuur der waterwegen en de dienst kolenaafvoerkanalen, die bij het koninklijk besluit van 2 februari 1990 zijn overgegaan naar de Executieve en die op 30 juni 1992 ter beschikking zijn gesteld van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel, gaan van ambtswege over naar de Vennootschap, onverminderd de toepassing van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven en naar het verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Tot 30 juni 1994 behouden deze personeelsleden evenwel het recht om te solliciteren naar en om benoemd te worden in betrekkingen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, behalve indien zij in de personeelsformatie van de Vennootschap reeds een bevordering gekregen hebben.

A l'exception du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint, et dans les limites du cadre et du statut du personnel fixés par l'Exécutif, le conseil d'administration nomme, suspend et révoque tous les membres du personnel et détermine leurs attributions.

Pendant une période de six mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, et après promotion au sein du cadre organique de la société du personnel statutaire transféré de la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes d'une part, et du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale d'autre part, l'Exécutif peut pourvoir, aux conditions fixées par lui, aux premières nominations aux emplois vacants, en dérogation au statut du personnel applicable aux agents de la Société.

Art. 18. L'Exécutif fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 décembre 1992.

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

D. GOSUIN

Le Ministre de l'Economie,

R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,

J.-L. THYS

Met uitzondering van de leidende ambtenaar en van de adjunct-leidende ambtenaar, en binnen de grenzen van de personeelsformatie en van het statuut van het personeel vastgesteld door de Executieve, benoemt, schorst en ontslaat de raad van bestuur alle personeelsleden en stelt hij hun bevoegdheden vast.

In afwijking van het statuut van het personeel dat van toepassing is op de personeelsleden van de Vennootschap, mag de Executieve gedurende een periode van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van deze ordonnantie en na bevordering binnen de personeelsformatie van de Vennootschap van het, enerzijds, van de N.V. Zeekanaal en Haveninrichtingen en, anderzijds, van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgeheveld statutair personeel, voorzien in de eerste benoemingen in de vacante betrekkingen, onder de haar te stellen voorwaarden.

Art. 18. De Executieve bepaalt de datum waarop deze ordonnantie in werking treedt.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 december 1992.

De Voorzitter van de Brussels Hoofdstedelijke Executieve en Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid,

D. GOSUIN

De Minister van Economie,

R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken, Verkeerswezen en Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten,

J.-L. THYS

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Location-financement. — Agréation

Par arrêté ministériel du 9 décembre 1992, entrant en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, la société A.R.L., Ambachtenlaan 4, à 3001 Leuven, est agréée en vue de pratiquer la location-financement.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Financieringshuur. — Erkenning

De vennootschap A.R.L., Ambachtenlaan 4, te 3001 Leuven wordt bij ministerieel besluit van 9 december 1992, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, erkend met het oog op de uitoefening van activiteiten van financieringshuur.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 7 janvier 1993, est nommé commis-secrétaire principal au parquet de l'auditeur du travail de Bruxelles, M. De Geyter, G., commis-secrétaire à ce parquet.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 7 januari 1993 is benoemd tot eerstaanwezende klerk-secretaris bij het parket van de arbeidsauditeur te Brussel, de heer De Geyter, G., klerk-secretaris bij dit parket.

Par arrêtés royaux du 11 janvier 1993, sont nommés :

- greffier-chef de greffe de la justice de paix du canton de Forest, M. Van Herzele, P., greffier à la justice de paix de ce canton;
- commis-secrétaire principal au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Audenarde, M. De Baere, G., commis-secrétaire à ce parquet.

Bij koninklijke besluiten van 11 januari 1993, zijn benoemd tot :

- griffier-hoofd van de griffie van het vrederecht van het kanton Vorst, de heer Van Herzele, P., griffier bij het vrederecht van dit kanton;
- eerstaanwezende klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, de heer De Baere, G., klerk-secretaris bij dit parket.